

MIQUELON, Dale, *Dugard of Rouen: French Trade to Canada and the West Indies, 1729-1770*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978. Tableaux, figures, bibliographie, index, xi-282 p. \$21.95.

José E. Igartua

Volume 33, Number 3, décembre 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303801ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303801ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Igartua, J. E. (1979). Review of [MIQUELON, Dale, *Dugard of Rouen: French Trade to Canada and the West Indies, 1729-1770*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978. Tableaux, figures, bibliographie, index, xi-282 p. \$21.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33(3), 468–471.  
<https://doi.org/10.7202/303801ar>

MIQUELON, DALE, *Dugard of Rouen: French Trade to Canada and the West Indies, 1729-1770*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978. Tableaux, figures, bibliographie, index, xi-282 p. \$21.95.

L'historiographie de l'économie coloniale française au XVIIIe siècle compte une production aussi hétéroclite que volumineuse. Les travaux sur le commerce des grands ports français, les études sur les politiques économiques coloniales, les monographies sur le commerce du sucre, du tabac, des esclaves, de la morue ou des fourrures, les biographies d'entreprises ne fournissent souvent qu'une impression parcellaire d'un sujet fort complexe. Les sources, d'une richesse et d'une précision fort variable, font parfois désespérer d'une prise de vue systématique.

Le sujet comme son historiographie, a de nombreux aspects. Le commerce colonial français a pris maintes formes, selon les types de productions coloniales et métropolitaines, l'ampleur des marchés coloniaux, les difficultés du transport, le jeu des monopoles, des privilèges et des fortunes politiques et militaires, les ressources et l'ingéniosité des négociants. Cette complexité ressort admirablement bien du livre que D. Miquelon consacre à l'une des principales maisons françaises intéressées

au commerce du Canada au XVIIIe siècle, la Société du Canada de Robert Dugard et ses associés, de Rouen. L'auteur a su tirer profit d'une documentation exceptionnellement riche, qui comprend la correspondance et les livres de compte de la famille Dugard, déposés aux Archives nationales à Paris, la correspondance de François Havy et de Jean Lefebvre contenue dans les collections Baby et Pierre Guy, consultés aux Archives publiques du Canada, les archives notariales de Paris, Rouen et Québec, ainsi que les archives administratives françaises et canadiennes.

Esquissant d'abord les liens entre l'évolution du commerce colonial, la croissance économique et la politique étrangère de la métropole française au XVIIIe siècle, l'auteur nous amène ensuite à Rouen, dont la position stratégique sur la côte atlantique nourrit de multiples entreprises commerciales et industrielles, et nous présente la famille Dugard, établie dans le commerce de la ville depuis le XVIIe siècle. Le personnage central du livre, Robert Dugard, né en 1704, reçoit l'apprentissage classique du jeune négociant issu de bonne famille, prenant en charge les intérêts de son père à Amsterdam, dès l'âge de dix-sept ans. Pendant quelques mois à Amsterdam, Dugard s'initie aux échanges internationaux, au maniement des lettres de change, aux entreprises en société et à l'équipement des navires. Il retourne bientôt à Rouen aux côtés de son père. En 1729, avec quelques négociants rouennais, le jeune Dugard établit la Société du Canada. La société achète des navires et charge à La Rochelle puis à Bordeaux les vins et les étoffes destinés au marché canadien. Ces produits sont échangés à Québec contre des fourrures ou une cargaison à destination des Antilles, d'où la société tire des chargements de sucre qu'elle ramène en France. Sous la direction de Dugard, la société accroît rapidement son chiffre d'affaires: en 1740, le capital investi monte à 400,000 livres. Le commerce des îles attire de plus en plus les attentions de la société, dont le capital ne suffit plus. Dugard emprunte. Ses partenaires s'inquiètent. Le commerce des îles est volatil: si les profits sont considérables, les pertes peuvent être immenses. Quand les partenaires décident de plafonner l'expansion de la société en 1742, le commerce des îles les occupe autant que celui du Canada.

Les années grasses furent peu nombreuses. La perte ou la capture de presque toute sa flotte, l'étranglement du commerce colonial français par la marine britannique durant la Guerre de Succession d'Autriche provoquent de lourdes pertes à la Société du Canada. Les partenaires n'ont plus le goût de continuer. Dugard et l'un de ses associés investissent dans la teinturerie. L'entreprise, fondée sur un monopole royal, est gourmande de capitaux et d'attentions. Le commerce des colonies vivote encore quelques années pour s'interrompre complètement durant la Guerre de Sept Ans. On mit alors six ans à fermer les livres de la Société du Canada: les façons primitives d'évaluer profits et dépenses ainsi que l'indéchiffrable tenue des livres du comptable de Dugard avaient masqué le véritable bilan de la

société qui s'avéra beaucoup plus maigre que prévu. Dugard n'eut pas plus de chances dans ses entreprises de teinturerie. En 1761, il fut forcé d'annoncer à ses créanciers qu'il ne pouvait plus rencontrer ses obligations. Fuyant la faillite personnelle, Dugard se réfugia sur son domaine, où il vécut les dernières années de sa vie dans l'humiliation de sa déchéance.

D. Miquelon relate les succès et les déboires de Dugard et de la Société du Canada avec beaucoup de coulant et une maîtrise considérable de ses sources. Les manœuvres financières de la compagnie, l'orchestration des cargaisons destinées aux colonies, la taille du commerce canadien, le système des échanges aux Antilles font l'objet de chapitres particuliers où l'auteur délie habilement l'enchevêtrement des contraintes matérielles, financières et politiques au travers desquelles se faisait le commerce colonial français. Trois appendices et de nombreux tableaux permettent de suivre chaque navire et chaque expédition. Dans un quatrième appendice l'auteur dresse un bilan de la Société du Canada à partir des pièces comptables disponibles. Il en ressort que, pour la Société du Canada, les profits du commerce colonial, durant la période la plus prospère du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient loin d'être mirobolants: en temps de paix, l'entreprise produisait un profit annuel moyen de 7,5% sur le capital investi et, durant les années de guerre, elle récoltait des pertes de l'ordre de 6,9%.

En conclusion, l'auteur se garde contre toute généralisation trop ambitieuse. Il rejette les interprétations réductionnistes fondées sur les mentalités nationales ou sur les religions. Il insiste sur la diversité des hommes qui formèrent la Compagnie du Canada et sur les contraintes imposées à leurs affaires par le cadre légal de la société de personnes, société dont les partenaires sont conjointement et solidairement responsables et dont la vie légale peut s'éteindre à tout moment selon la volonté ou le décès des associés. Plus peut-être que le talent individuel du négociant, les impondérables — la guerre, les vents et tempêtes, les pressions de l'État — règlent le sort des fortunes commerciales. C'est à ce titre que Miquelon voit en Dugard et ses associés, "... those spent souls in whom [l'historien] so perversely attempts to conjure up a spark of their old life (p. 166)", les représentants de leur siècle et de leur classe.

Prudence dans l'interprétation et fluidité dans la narration permettent de glisser sur certaines questions. L'auteur affirme péremptoirement (p. x) que Dugard et ses associés représentent leur classe. On aimerait que cette "classe" à laquelle ils appartiennent soit définie plus clairement. On aimerait aussi quelques points de repère pour jauger l'importance de la Société du Canada dans le commerce du Canada comme dans celui de Rouen. Le chiffre d'affaires de la société se compare-t-il à celui des négriers de Nantes ou de Bordeaux? Dans le commerce du Canada, saura-t-on jamais la part respective de la Compagnie des Indes, des négociants de La Rochelle et de ceux de Rouen? On cherche en vain quelques détails, sur lesquels les sources sont peut-être muettes, comme la date de décès de

Dugard père ou la nature des cargaisons amenées du Canada aux Antilles. On souhaiterait une analyse plus rigoureuse de la notion de profit et du coût du crédit consenti aux clients. On regrette la confusion entre profit et "bénéfice" aux pages 113 et 116: pour obtenir un profit de 15% sur une expédition il faut inclure dans le calcul non seulement le coût de la cargaison, mais aussi celui des frais encourus. Si, pour reprendre l'exemple de Miquelon, les frais font 80% du coût de la cargaison, il faut établir le "bénéfice" à 107% de plus que le coût de la cargaison, et non à 95%; il faut calculer le "bénéfice" sur les frais comme sur la cargaison, car ils représentent eux aussi une immobilisation de capital. (On additionne le coût de la cargaison et celui des frais,  $100 + 80 = 180$ , et on fixe le prix de vente à  $180 \times 1.15 = 207\%$  du coût de la cargaison, c'est-à-dire un "bénéfice" ou une majoration de 107%.) Les méthodes comptables de l'Ancien Régime ont la vie dure!

Le critique sera sans doute le seul à faire état de ces détails. *Dugard of Rouen* constitue une excellente introduction au monde du négoce colonial français du XVIIIe siècle. Le livre est bien fait: l'organisation, le style, la documentation, la présentation matérielle en font un plaisir à parcourir.

*Département des sciences humaines  
Université du Québec à Chicoutimi*

JOSÉ E. IGARTUA